

**Exemple QCM 1 (Prof Erraoui)**

**Les finances publiques**

1. Le déficit budgétaire est égal :

- aucune réponse n'est correcte
- au déficit primaire
- à la différence entre les importations et les exportations
- au déficit primaire plus le montant des intérêts sur la dette
- à la somme du déficit primaire et du déficit commercial
- au montant des intérêts sur la dette publique

2. Le déficit primaire est égal :

- aux dépenses publiques (hors intérêts) moins les recettes fiscales nettes
- au montant des intérêts sur la dette moins les recettes fiscales nettes
- aucune réponse n'est correcte
- aux dépenses publiques (y compris paiement des intérêts) moins les recettes fiscales nettes
- aux dépenses publiques (hors intérêts) moins les intérêts sur la dette

3. Une augmentation du déficit dans l'année présente accroît la dette dans le futur seulement si :

- aucune réponse n'est correcte
- le déficit public cause une augmentation de l'épargne privée
- le déficit public cause une réduction de l'épargne privée
- le déficit de cette année est plus élevé que le déficit de l'année précédente
- le ratio déficit / PIB est plus élevé que le ratio dette / PIB

4. La mesure officielle du déficit :

- donne l'évolution de la dette nominale
  - est égale au paiement des intérêts nominaux sur la dette plus le déficit primaire
  - toutes ces réponses sont correctes
  - surestime la mesure exacte du déficit lorsque le taux d'inflation est positif
  - aucune réponse n'est correcte
- N.B : La mesure officielle du déficit est  $iB + G - T$ . La mesure exacte est  $rB + G - T$

**5. La mesure officielle du déficit est d'autant plus inexacte que :**

- le montant total de la dette diminue
- toutes ces réponses sont correctes
- aucune réponse n'est correcte
- le niveau des impôts augmente
- le taux d'inflation augmente

**6. Toutes choses étant égales par ailleurs, une hausse du ratio de la dette sur le PIB entraîne :**

- aucune réponse n'est correcte
- toutes ces réponses sont correctes
- une hausse du surplus primaire nécessaire pour stabiliser le montant de la dette
- une hausse de l'écart entre la mesure officielle et la mesure exacte du déficit (en pourcentage du PIB)
- une hausse du ratio des intérêts à payer sur le PIB

**7. Pour réduire le ratio de la dette sur le PIB :**

- aucune réponse n'est correcte
- les réponses a et c sont correctes
- il est nécessaire d'avoir un surplus primaire
- il est nécessaire d'avoir  $r < g$
- les réponses a et b sont correctes
- il est nécessaire d'avoir  $r > g$

8.

La dette brute consolidée des administrations publiques au Maroc représentait en 2008 environ :

- 35 % du PIB
- 55 % du PIB
- 85 % du PIB
- 65 % du PIB
- aucune réponse n'est correcte

9.

Dans les années 1970, les pays de l'OCDE ont pu baisser leur ratio d'endettement car :

- aucune réponse n'est correcte
- leur taux de croissance moyen était supérieur au taux d'intérêt réel
- leur taux de croissance moyen était supérieur au taux d'intérêt nominal
- leurs surplus primaires étaient très élevés

10.

Le déficit primaire est égal à :

- $rB_{t-1}$
- $B_t - B_{t-1}$
- $G_t + T_t$
- $B_t - B_{t-1} - rB_{t-1}$

11.

Supposons que le déficit primaire est égal à 100 millions et que le taux d'intérêt réel est de 0 % ; alors la variation de la dette :

- est inférieure à zéro
- est supérieure à 100 millions
- est nulle
- est égale à 100 millions

**N.B** ; la variation de la dette vérifie :  $B_t - B_{t-1} = rB_{t-1} + G_t - T_t$ . Si  $r = 0$ , elle est donc égale au déficit primaire  $G_t - T_t$

12.

Supposons qu'un État n'est pas endetté au départ et que le taux d'intérêt est égal à 5 %. Le gouvernement décide de réduire les impôts de 100 millions d'euros cette année et de rembourser cette dette dans un an. Pour cela, l'État devra :

- aucune réponse n'est correcte
  - augmenter les impôts de 100 millions d'euros l'année suivante
  - augmenter les impôts de 95 millions d'euros l'année suivante
  - augmenter les impôts de 105 millions d'euros l'année suivante
  - augmenter les impôts de 5 millions d'euros l'année suivante
- N.B :  $105 = 100 (1 + 5 \%)$ .

13.

Depuis le début des années 1980, les ratios d'endettement des pays de l'OCDE :

- sont restés à peu près constants
- ont légèrement diminué
- ont augmenté
- ont fortement diminué
- aucune réponse n'est correcte

14.

D'après l'équivalence ricardienne, une augmentation du déficit causée par une baisse des impôts, toutes choses étant égales par ailleurs, entraîne :

- une baisse de l'épargne privée
- aucune réponse n'est correcte
- toutes ces réponses sont correctes
- une baisse de la consommation
- une baisse de l'investissement

N.B : D'après l'équivalence ricardienne, une baisse des impôts entraîne une hausse équivalente de l'épargne privée. La consommation et l'investissement ne changent pas.

15.

Si l'équivalence ricardienne est vérifiée, alors :

- les réponses a et c sont correctes
- accroître les déficits publics par une baisse des impôts entraîne une éviction de l'investissement

une baisse des impôts a un fort impact sur l'activité, car il n'y a pas d'éviction de l'investissement

accroître les déficits publics par une baisse des impôts réduit le bien-être des futures générations

aucune réponse n'est correcte

N.B : Si l'équivalence ricardienne est vérifiée, la baisse des impôts est compensée par une hausse équivalente de l'épargne. Cela ne change rien au bien-être des futures générations (la hausse future des impôts est financée par une hausse des héritages, grâce à l'épargne supplémentaire). Il n'y a aucune augmentation de la demande privée, donc ni éviction de l'investissement, ni impact sur l'activité.

16.

**Si un économiste estime que le taux de chômage naturel dans un pays est de 5 %, alors qu'il est en fait de 6 %, cet économiste va :**

surestimer le déficit structurel

sous-estimer le déficit structurel

surestimer le déficit budgétaire

aucune réponse n'est correcte

sous-estimer le déficit budgétaire

N.B ; Cet économiste va estimer que le pays est dans une situation conjoncturelle plus dégradée que ce n'est le cas actuellement. La part du déficit budgétaire (correctement mesuré) qu'il va attribuer à la mauvaise conjoncture est donc surestimée. Par contraste, le déficit structurel est sous-estimé.

17.

**Il est justifié d'accepter un déficit en temps de guerre car :**

a) cela permet de lisser l'impôt et de réduire les distorsions fiscales

les propositions a et b sont correctes

les propositions a et c sont correctes

b) cela transfère le fardeau du paiement de la guerre aux générations futures

les propositions b et c sont correctes

c) cela augmente l'investissement

aucune proposition n'est correcte

toutes ces propositions sont correctes

N.B : En temps de guerre, les dépenses publiques augmentent fortement. Ne pas augmenter proportionnellement les impôts permet de lisser l'impôt et de réduire les distorsions fiscales. Par ailleurs, cela limite la baisse de la consommation, au prix d'une baisse plus importante de l'investissement (éviction), ce qui transfère le fardeau du paiement de la guerre aux générations futures.

**18.** Le temps de réponse d'une politique de stabilisation correspond:

- au temps qu'il faut aux décideurs politiques pour identifier la phase du cycle dans laquelle se trouve l'économie
- au temps que met l'économie à s'ajuster aux nouvelles conditions issues de la politique mise en œuvre
- au temps nécessaire pour mettre en œuvre la politique économique
- au temps qu'il faut pour que les parlementaires s'accordent sur une baisse des impôts
- 

**19.** Pour réduire les distorsions dans l'économie, il est préférable de financer une hausse temporaire et importante des dépenses publiques par :

- une hausse des impôts
- aucune réponse n'est correcte
- le déficit budgétaire
- toutes ces réponses sont correctes
- les exportations

N.B : Ce financement par le déficit budgétaire permet de lisser la hausse des impôts sur plusieurs périodes, ce qui limite les distorsions liées aux taux d'imposition élevés.

**20.** À court terme, une hausse des dépenses publiques qui accroît le déficit budgétaire :

- affecte la composition du PIB, mais pas son niveau
- affecte à la fois le niveau et la composition du PIB
- n'affecte ni le niveau ni la composition du PIB
- affecte le niveau du PIB, mais pas sa composition

N.B : Le PIB augmente à court terme (déplacement de IS et de la courbe de demande globale vers la

droite). Par ailleurs, la part des dépenses publiques augmente, et celle de l'investissement diminue (éviction).

**21. À moyen terme, une hausse des dépenses publiques qui accroît le déficit budgétaire :**

- affecte le niveau du PIB, mais pas sa composition
- affecte à la fois le niveau et la composition du PIB
- n'affecte ni le niveau ni la composition du PIB
- affecte la composition du PIB, mais pas son niveau

N.B : Le PIB augmente à court terme (déplacement de IS et de la courbe de demande globale vers la droite). Par ailleurs, la part des dépenses publiques augmente, et celle de l'investissement diminue (éviction).

**22. À long terme, une hausse des dépenses publiques qui accroît le déficit budgétaire :**

- affecte la composition du PIB, mais pas son niveau
- affecte le niveau du PIB, mais pas sa composition
- affecte à la fois le niveau et la composition du PIB
- n'affecte ni le niveau ni la composition du PIB

N.B :À long terme, la baisse de l'investissement engendrée par la hausse du déficit budgétaire réduit le stock de capital, et donc le niveau du PIB. Par ailleurs, la composition du PIB a également changé (poids plus important des dépenses publiques et plus faible de l'investissement).

**23. Après la crise financière de 2008, de nombreux économistes ont préconisé des plans de relance budgétaire. Parmi les arguments suivants, lequel peut appuyer une telle proposition ?**

- le faible niveau des dettes publiques donne une grande marge à la politique budgétaire
- la relance budgétaire permet de réagir plus rapidement qu'une politique de relance monétaire
- toutes ces réponses sont correctes
- le faible niveau des taux d'intérêt ne permet pas d'envisager une relance monétaire efficace
- aucune réponse n'est correcte

**24. Un très haut ratio d'endettement peut mener à :**

- des stabilisateurs automatiques

- la répudiation de la dette
  - un lissage fiscal
  - un déficit structurel
  - un réglage fin
- N.B :Cela signifie que l'État renonce à rembourser sa dette.

25.

**Supposons qu'un État n'est pas endetté au départ. Il décide d'accepter un déficit de 100 millions cette année en diminuant les impôts, et de rembourser intégralement la dette dans 10 ans. Pour chaque euro de baisse d'impôt aujourd'hui, cet État devra augmenter les impôts de :**

- $(1 + r)$  dans 10 ans
- $(1 + r)^{10}$  dans 10 ans
- $(1 + r)^{-10}$  dans 10 ans
- $(1 + r)^{10}$  au cours de l'année actuelle

Bonne chance